



Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies

Vol. 11, n°1 | 2007
Varia

L'encadrement des Algériens de Paris (1944-1954), entre contraintes juridiques et arbitraire policier

Lauréat du prix Herman Diederiks 2006 / The Herman Diederiks Prize
Essay for 2006

Emmanuel Blanchard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/chs/142>

DOI : 10.4000/chs.142

ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2007

Pagination : 5-25

ISBN : 978-2-600-01160-0

ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Emmanuel Blanchard, « L'encadrement des Algériens de Paris (1944-1954), entre contraintes juridiques et arbitraire policier », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 11, n°1 | 2007, mis en ligne le 01 juin 2010, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/chs/142> ; DOI : 10.4000/chs.142

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Droz

L'encadrement des Algériens de Paris (1944-1954), entre contraintes juridiques et arbitraire policier

Lauréat du prix Herman Diederiks 2006 / The Herman Diederiks Prize Essay for 2006

Emmanuel Blanchard

- 1 L'historiographie des rapports entre la police et les Algériens de métropole s'est surtout focalisée sur l'épisode de la guerre d'Algérie, en particulier l'acmé de la violence des forces de l'ordre au cours de la manifestation du 17 octobre 1961². Cette période clé reste perçue comme une des raisons majeures des relations contemporaines tendues entre la police française et les jeunes issus de l'immigration postcoloniale³. Les années de la guerre d'indépendance algérienne (1954-1962) sont pourtant marquées par des dispositifs policiers d'exception en différentes matières (contrôles d'identité, perquisitions, rétention administrative...) et un niveau de violence, qui s'ils ont marqué les mémoires et affectent sans aucun doute les représentations réciproques de certains jeunes et policiers⁴, sont difficilement assimilables aux pratiques contemporaines. Le détour par la période 1944-1954, au delà du seul intérêt historique, peut par contre s'avérer fructueux sur le plan comparatif : en effet, à cette époque, les Algériens sont citoyens français et échappent aux multiples dispositifs de la police des étrangers ainsi qu'à toute autre mesure dérogoratoire du droit commun. Même si leurs spécificités ethniques et religieuses font obstacle à cette égalité des droits⁵, c'est cependant dans la comparaison avec d'autres populations françaises qu'il faut aller chercher les sources du répertoire d'action policier en leur direction.
- 2 La prise en charge policière des Algériens de la Libération au début de la guerre d'Algérie, analysée au travers des archives disponibles⁶, ne varie guère de celle d'autres « indésirables »⁷, non définis par leurs particularités ethniques, mais qui ont en commun avec les Algériens d'être l'objet d'une dévolution de pouvoir des gouvernants au profit des forces de l'ordre. La comparaison avec l'action policière en direction des prostituées et « clochards » est à cet égard particulièrement éclairante : quand bien même la

marginalité des Algériens diffère profondément de celle de ces populations, elle entraîne des réponses policières, qui les en rapprochent. Tout comme ces vagabonds et prostituées, les Algériens sont perçus au travers de conditions de vie et de « pré-supposés essentialistes et altérisants »⁸ qui les rendent « indésirables » et conduisent le pouvoir policier à leur appliquer les catégories et modalités d'intervention réservées à ces populations. Si le culturalisme et les préjugés xénophobes ne sont pas pour peu dans la définition des Algériens comme « indésirables », ils partageaient avec ces populations, non définies par leur ethnicité, des modes d'intervention policiers dérogatoires des pratiques communes qu'il s'agit de caractériser.

* *
*

- 3 À la Libération, le gouvernement français est soumis à une forte poussée nationaliste, au Maghreb comme dans d'autres régions de l'empire colonial. Vis-à-vis des Algériens, sa réponse est double : la répression sanglante du mouvement indépendantiste est justifiée par une rhétorique de l'assimilation des territoires et populations algériennes⁹. Les différentes réformes entre 1944 et 1947 du statut de l'Algérie et des Algériens aboutissent à la reconnaissance de la citoyenneté et de l'égalité des droits en métropole pour tous les originaires d'outre-Méditerranée. Ces changements institutionnels n'ont cependant pas satisfait les nationalistes algériens qui les considèrent trop mineurs et tardifs. Dès 1946, le MTLD-PP¹⁰ organise à nouveau l'immigration et mobilise des milliers de sympathisants au cours de meetings parisiens où il ne cache pas ses ambitions de voir élue une assemblée constituante algérienne. Dès la Libération, les Algériens du département de la Seine posent donc un problème politique d'ordre public. Si la préfecture de police (PP) s'en émeut alors peu, sinon en interdisant certains rassemblements, c'est que les gouvernements successifs par un cocktail de répression, d'arrangements électoraux, et de lois présentées comme assimilatrices, veulent donner l'illusion d'avoir contenu « le problème algérien ».

L'égalité des droits et l'assimilation pour sauver le colonialisme

- 4 Les réformes supposées libérales du statut de l'Algérie doivent être interprétées comme un dérivatif pour sauver le système colonial. Après la Seconde Guerre mondiale, pour garder l'Algérie française, le parti est pris de faire comme si l'Algérie c'était la France¹¹ et donc de limiter les constructions juridiques dont l'écart au droit commun s'oppose par trop à cette fiction. L'ordonnance du 7 mars 1944 abroge ainsi « les dispositions d'exception frappant les Français musulmans d'Algérie » (plus connues sous le nom de code de l'indigénat), elle autorise aussi l'octroi de la citoyenneté française, à titre personnel, pour certains Algériens s'étant particulièrement distingués. Avec la création du statut de Français musulmans d'Algérie (FMA), elle fonde en fait une nouvelle frontière au sein de la population d'Algérie, césure confirmée par les lois électorales votées en 1946¹². Si la citoyenneté est alors reconnue à tous les hommes¹³, ce changement est radicalement limité par l'instauration d'un double collège destiné à contrecarrer l'écrasante domination démographique des FMA¹⁴. De fait, la véritable assimilation est reportée à plus tard car en l'état des forces politiques, les revendications

indépendantistes l'auraient emportée haut la main en cas de scrutin véritablement démocratique. Ces réformes, confirmées par le statut de l'Algérie du 20 septembre 1947, ont cependant un véritable impact sur une partie de la population algérienne, celle qui désire émigrer en métropole ou y réside déjà. Ce nouveau régime implique en effet une véritable égalité des droits en métropole où les Algériens sont citoyens à part entière, passibles des mêmes lois et services administratifs, inscrits sur les mêmes listes électorales que les Français de métropole¹⁵. Surtout, l'assimilation territoriale induit la suppression du régime des autorisations de voyage entre les deux rives de la Méditerranée : la traversée devient alors accessible au plus grand nombre, d'autant plus que rapidement le prix baisse avec l'augmentation du nombre de compagnies maritimes se livrant concurrence. Pour les services de la préfecture de police, comme pour les autres administrations, les Algériens sont alors supposés être traités comme les Auvergnats de Paris et non comme les Marocains ou autres protégés et étrangers.

- 5 Cette assimilation juridique impliquait normalement de réformer les pratiques policières vis-à-vis d'une population qui, jusqu'à la Libération, faisait l'objet d'un encadrement spécifique par une brigade nord-africaine (BNA)¹⁶. La dissolution de la BNA, en raison de son incompatibilité avec le nouveau statut des Algériens et de ses compromissions sous l'Occupation, n'entraîne pas de changements fondamentaux dans les catégories de l'entendement et du vocabulaire policier. Si l'usage du terme « indigènes » décline au fur et à mesure des années sans pour autant disparaître, il ne laisse pas, avant la guerre d'Algérie, place à l'appellation officielle de Français musulman d'Algérie telle qu'elle est définie par l'ordonnance du 7 mars 1944¹⁷. Deux termes lui sont alors généralement préférés, celui d'Algériens et plus fréquemment encore celui de Nord-Africains¹⁸. Ces appellations sont indubitablement fondées sur des catégorisations ethniques. Le terme Algérien est, en quelque sorte, la traduction lexicale de l'extranéité nationale d'une population dont sont connues et reconnues les spécificités, à condition qu'elles ne se traduisent pas par des revendications d'indépendance politique. L'utilisation du vocable de Nord-Africains, permet de cacher que parmi les populations colonisées du Maghreb, toutes ne sont pas soumises aux mêmes règles juridiques et administratives – Marocains et Tunisiens sont ainsi des étrangers « protégés ». Alors même que la catégorie de FMA, masque mal, derrière la rhétorique d'une assimilation ouverte aux particularismes religieux, l'inconscient de la hiérarchisation et de la domination ethnique¹⁹, ni l'appellation, ni le sigle, ne se diffuse alors dans un appareil policier dont les membres ne semblent pas se reconnaître dans son caractère potentiellement ouvert²⁰. Utiliser cette catégorie administrative serait reconnaître la francité, même minorée, de migrants dont l'altérité est perçue à la fois comme extrême et potentiellement dangereuse. À la distinction juridique des différentes classes de citoyens, la hiérarchie de la PP préfère les catégories ethniques d'« Européens »²¹ et de « Nord-Africains ».
- 6 Cette ethnicisation de la perception des Algériens transparaît au travers du « portrait du colonisé »²² qui ressort des nombreuses notes consacrées au problème algérien. Ces représentations policières n'ont rien d'original : la perception des Algériens comme masse dont les éléments semblent dépourvus d'individualité, soumis à des pulsions, sexuelles notamment, et inadaptés à la rationalité moderne occidentale est alors partagée par ceux-là mêmes qui, du fait de leurs fonctions, sont associés à la politique de population et d'immigration de la France à la Libération²³. Si l'on en croit les sondages de l'époque, ces stéréotypes irriguent les opinions d'une majorité de Français qui voyaient

dans les Algériens la population étrangère la moins sympathique et assimilable, si l'on excepte les Allemands et Autrichiens²⁴.

- 7 Pour sauver le projet colonial, les gouvernants ont pourtant été conduits à la Libération à accorder de nouveaux droits aux Algériens, allant jusqu'à imposer la fiction juridique d'une égalité des droits en métropole dont bénéficie une population qui reste profondément perçue au travers de ses stigmates ethniques et coloniaux. Par un paradoxe qui n'est qu'apparent, c'est ainsi la population étrangère la moins désirée qui va se retrouver la plus nombreuse, par le biais d'une migration légale mais non contrôlée, vers la métropole.

L'émigration vers la métropole avenir de l'Algérie française ?

- 8 À peine les Algériens ont-ils acquis le droit de traverser la Méditerranée qu'ils en usent massivement²⁵, au point d'inquiéter très rapidement les pouvoirs et l'opinion publics²⁶. Si cette liberté de circulation semble difficile à limiter, pour des raisons tant politiques (la présence à l'Assemblée nationale d'élus des Français musulmans d'Algérie) que juridiques (le respect de la hiérarchie des normes, la départementalisation de l'Algérie ayant été constitutionnalisée), il ne semble pas que celles-ci aient vraiment compté. La preuve en est que la guerre d'Algérie à peine déclenchée, cette liberté de circulation sera singulièrement restreinte²⁷, sans pour autant empêcher la croissance des départs.
- 9 De fait, la soupape migratoire est, à la Libération, le seul moyen de proroger un système colonial qui menace d'exploser sous les coups conjugués d'évolutions démographiques divergentes et d'écartes économiques croissant entre communautés. Le seul moyen de légitimer la domination coloniale, remise en cause au plan international, est de montrer qu'elle se traduit par l'amélioration des conditions de vie des FMA, dont on suppose qu'elle les portera à ne pas faire le choix de l'indépendance. Or, le potentiel économique de l'Algérie étant alors particulièrement faible et son industrialisation à grande échelle apparaissant comme une chimère²⁸, seule l'émigration permet aux FMA de gagner les ressources matérielles nécessaires à l'amélioration de leur niveau de vie. La tarir (en supposant que cela soit possible, ce dont doutent la plupart des observateurs) reviendrait à interdire le progrès économique et social légitimant la colonisation. Simplement, cette émigration à grande échelle, qui avait été prédite par de nombreux experts²⁹, n'est absolument pas anticipée et préparée par les pouvoirs publics. Les logements notamment, dans ces années de reconstruction, font singulièrement défaut. Et pour les gouvernants, il était impossible de justifier une augmentation forte des dépenses publiques au nom de la défense d'un empire colonial qui ne figurait pas au nombre des priorités des électeurs³⁰.
- 10 Ce contexte d'épuisement du projet colonial, est alors bien résumé par certains observateurs tels Louis Chevalier, historien et démographe, spécialiste de la « question nord-africaine », associé à divers cénacles politico-administratifs chargés de ces questions. Loin d'être opposé au *statu quo* colonial³¹, il s'inquiète néanmoins de ses conséquences métropolitaines liées au caractère tout à la fois inévitable et « inassimilable » de l'émigration algérienne³².
- 11 Devant l'absence de réponse politique à cette aporie, la police se trouve en première ligne pour faire face aux problèmes d'ordre public posés par l'immigration algérienne. Il est alors possible de parler de dévolution de pouvoir accordée par les gouvernants à la police

pour répondre à une injonction paradoxale que l'on pourrait résumer ainsi : l'égalité des droits récemment reconnue ne doit pas empêcher de résoudre, par une action policière vigoureuse, les problèmes posés par la présence légale d'une population massivement perçue comme illégitime et potentiellement dangereuse. Dotée « d'un chèque en gris »³³, la police parisienne puise donc dans son répertoire d'actions en direction des populations indésirables, pour, aux marges de la légalité, répondre aux attentes du pouvoir politique et d'une partie de la population, exaspérée par « le problème nord-africain dans le département de la Seine »³⁴.

Immigration et « clochardisation » des Algériens de Paris

- 12 La quasi-totalité des Algériens s'embarquant pour la France est alors dépourvue de contrat de travail³⁵ et n'a pas plus de certitudes en matière de logement. Les rares foyers existants ne peuvent accueillir, le plus souvent temporairement, que quelques centaines de personnes. Face à une pénurie de logements, héritée de l'entre-deux-guerres, aggravée par les destructions des Années noires et appelée à durer³⁶, les Algériens s'ajoutent aux dizaines de milliers de ménages parisiens oscillant entre aide familiale, « squattage »³⁷ de locaux insalubres et rue comme ultime recours. La situation de l'emploi n'est guère plus brillante : le spectre du chômage est une menace bien réelle pour la majorité des ouvriers et les embauches se font encore bien souvent au jour le jour selon la règle du salaire horaire. Dans ces conditions, à peine un Algérien recensé sur deux est en situation d'emploi régulier, ou provisoire³⁸. Les conditions d'indemnisation du chômage, organisées au niveau municipal, étant particulièrement strictes sur les critères de stabilité et de durée du séjour, elles leur barrent, de fait, le droit théorique à ces maigres secours. Une immense « masse flottante » de migrants n'ayant aucune source connue de revenus est ainsi installée en région parisienne et organise sa survie. Rares étaient ceux qui pratiquaient une mendicité alors pénalement sanctionnée, et dont le rendement, stigmatisé ethnique oblige, eût été particulièrement faible³⁹. La « clochardisation »⁴⁰ qu'ils avaient fuie rattrape pourtant une partie de ces migrants dont la misère, allant jusqu'à la malnutrition, devient une réalité quotidienne de certains quartiers.
- 13 Pour ceux qui sont partis dans le cadre d'un projet collectif au bénéfice d'une parentèle restée sur place⁴¹, les liens communautaires, organisés sur la base de solidarités villageoises reconstituées dans des cafés tenus par un originaire durablement installé, permettent un temps de faire face à cette absence de revenus. Quand elle se prolonge, la France du rationnement et des bases alliées offre moult opportunités de trafics divers, des bons de ravitaillement aux marchandises contingentées, en passant par les produits américains. C'est ainsi que l'un des principaux lieux d'implantation de l'immigration algérienne, le quartier de la Goutte-d'Or, devint un haut lieu du marché noir et acquit une réputation durable de « marché aux voleurs »⁴². Ces quelques rues furent aussi le lieu privilégié d'expérimentations successives de dispositifs policiers d'exception (rafles, brigades spécialisées dans la « criminalité nord-africaine »⁴³...), sans qu'aucun ne donne véritablement satisfaction.
- 14 De ce fait, dès la fin 1946, puis de façon récurrente, résonnent au conseil municipal de Paris les interpellations d'élus demandant des comptes à une police accusée de laisser se développer une situation intolérable. À chaque fois, le préfet de police a beau jeu de

rétorquer que le « problème nord-africain » est avant tout un « problème social » auquel ne peuvent pas répondre ses services.

- 15 Il semble bien que la PP ait alors, pendant un certain temps, satisfait avec zèle à son strict devoir de neutralité à l'égard d'une population pour laquelle la dissolution de la BNA l'avait privée de ses prérogatives en matière d'assistance et de surveillance. Comme elle était alors dépourvue de tout moyen légal d'intervention contre la majorité des Algériens ne commettant pas d'infraction pénale, elle se servit ensuite comme d'un levier politique des récriminations induites par cette diminution de ses marges d'action⁴⁴. « Le mythe de l'égalité des droits conduit à des situations inextricables » se plaint ainsi le préfet Léonard⁴⁵, essayant d'obtenir de nouvelles dotations matérielles et humaines par la manipulation des chiffres de la « délinquance nord-africaine »⁴⁶. En ce domaine, les sanctions policières sont particulièrement sévères même pour les délits les plus bénins⁴⁷. Le plus souvent suivies d'aucune action judiciaire, elles sont d'une certaine façon, une manière de réaffirmer un pouvoir policier battu en brèche par le nouveau statut des Algériens. La PP essaie aussi de peser de tout son poids, et notamment des alliances objectives nouées avec certains élus et journalistes, pour obtenir des évolutions législatives en différents domaines. Malgré les nombreux rappels du cabinet du ministre, précisant qu'une mesure ne peut cibler une catégorie de citoyens qui ne manquerait pas de faire valoir la « discrimination raciale »⁴⁸ ainsi introduite, la PP bataille pour obtenir le retour au régime des autorisations de voyage, insistant en particulier sur des exigences sanitaires impliquant un contrôle médical strict préalable au départ. Elle va jusqu'à réclamer que seuls les Algériens ayant préalablement signé un contrat de travail soient autorisés à se rendre en métropole. Le 15 mai 1948 le préfet Léonard écrit ainsi au ministre de l'Intérieur :

La question se pose de savoir s'il est opportun de laisser venir dans la région parisienne un nombre toujours croissant d'indigènes que le désœuvrement conduit à vivre de rapines et d'expédients. Il semble que l'on pourrait limiter ce droit aux seuls travailleurs nantis d'un contrat de travail régulier et dont le logement serait assuré⁴⁹.

- 16 La PP essaie aussi d'imposer un cautionnement (correspondant au prix du voyage retour), ou la possession d'une carte nationale d'identité produite selon les exigences du service fonctionnant de longue date à la PP⁵⁰, arguant que ces restrictions à la liberté de circulation pourraient être imposées à l'ensemble des voyageurs au départ d'Algérie comme de métropole, et que la discrimination raciale ne pourrait donc être invoquée⁵¹.

Enfermer « les indésirables »

- 17 Face à l'impossibilité d'obtenir des mesures influant sur le niveau des départs d'Algérie, la PP concentre donc son action sur son ressort légal, la région parisienne, où se concentre plus du tiers des émigrés algériens. À une époque où, du fait de l'absence de codification des conditions de garde à vue, les maintiens prolongés dans les postes de police sont courants, les autorités policières rêvent à plusieurs reprises d'une extension et d'une prolongation du régime des internements administratifs utilisé à la Libération pour sanctionner largement de nombreux délits, bien au delà de la seule collaboration avec l'ennemi. Sans en avoir légalement la possibilité, la PP utilise amplement tout au long de ces années ce mode d'enfermement contre deux groupes, considérés comme particulièrement « indésirables ». Ainsi, malgré le vote en avril 1946 de la loi dite Marthe

Richard mettant fin au réglementarisme prostitutionnel, les prostituées continuaient d'être emmenées par la police à l'hôpital Saint-Lazare⁵². Comme durant l'entre-deux-guerres, elles étaient maintenues d'autorité, quelques jours, sous la surveillance de médecins et religieuses. Cette décision était ressentie par les prostituées comme relevant essentiellement du pouvoir policier, à tel point que quand elles se plaignaient de durée de rétention trop longue, c'est au préfet de police qu'elles adressaient leurs doléances⁵³. De leur côté, les préfets successifs n'ont eu de cesse de réclamer de nouveaux moyens en matière de répression du racolage, voire de réclamer la réouverture des maisons de tolérance et la possibilité de recourir officiellement à des mesures d'internement⁵⁴.

- 18 Les « clochards » qui ne tombaient, ni sous le coup de la loi sur la mendicité, ni sous celle du vagabondage, étaient eux aussi la proie d'actions policières visant à leur internement d'office. Des « ramassages » quotidiens étaient organisés afin de les conduire à la Maison départementale de Nanterre (MDN) où ils restaient enfermés, et fortement incités à travailler le temps qu'ils se reconstituent un petit pécule, leur offrant une libération provisoire. Même si des Algériens ont été internés au hasard des « ramassages », ils n'étaient pas la cible privilégiée de ces tournées de police-secours⁵⁵. Le délit de vagabondage est cependant beaucoup utilisé à leur encontre : les policiers de la Goutte d'Or en particulier l'invoquent couramment pour justifier du maintien au dépôt d'un certain nombre d'Algériens interpellés⁵⁶, mais leur volonté répressive achoppe sur l'impossibilité de traduire ces interpellations en sanctions judiciaires. Ce délit de vagabondage était en effet particulièrement difficile à constituer pénalement, preuve devant être faite de la triple absence de logement, de moyens de subsistance immédiate et d'emploi⁵⁷. En absence de réforme du code pénal (demandée par la PP dès 1948⁵⁸ afin d'assouplir la définition de ce délit), les Algériens sont en fait libérés après quelques heures ou jours passés au poste. Leur traduction devant les tribunaux est impossible puisqu'ils justifient presque tous d'un domicile, le plus souvent une chambre d'hôtel occupée collectivement. Il n'en reste pas moins que ce délit et celui de vagabondage spécial (qui visait originellement les « souteneurs », en particulier les conjoints de prostituées ne pouvant justifier de l'origine de leurs revenus) sont les seuls qui permettent de cibler une partie non négligeable d'une population algérienne avant tout caractérisée par la précarité de ses conditions de vie. Ces articles du code pénal deviennent à tel point identifiés comme permettant de se débarrasser des « oisifs » et autres « indésirables » algériens qu'ils seront à nouveau invoqués pendant la guerre d'Algérie pour tenter de lutter préventivement contre les attentats du FLN⁵⁹.
- 19 Au contraire des vagabonds et prostituées, les Algériens ne semblent pas avoir été soumis à une rétention administrative s'ajoutant au maintien dans les locaux de police. La PP aurait cependant bien aimé les prendre dans les filets de ces mesures d'internement, aussi courantes qu'informelles, des « indésirables ». Même si elle tente ainsi de lutter contre les nationalistes algériens au sortir immédiat de l'après-guerre, elle ne réussit pas à imposer cette modalité de répression infra-judiciaire⁶⁰, dont l'utilisation était courante dans le monde colonial⁶¹. Ses vœux ne sont pas non plus exaucés en 1948, quand elle appelle à inventer de nouvelles modalités de répression pour pallier le surpeuplement des prisons et l'impossibilité d'effectuer des rapatriements en grand nombre⁶². Ces échecs successifs de la PP tiennent sans doute au fait, qu'au contraire des autres citoyens diminués⁶³ évoqués précédemment, les Algériens bénéficiaient d'une représentation parlementaire, qui même bridée par les modalités concrètes de l'organisation des élections, n'aurait pu laisser passer de telles atteintes aux droits.

- 20 Sans cesser d'être un outil de répression politique, les assignations à résidence et autres modalités d'internement étaient pensées, sur un mode informel, comme des outils de contrôle de l'espace public permettant d'invisibiliser une présence considérée comme illégitime. Ainsi, à la Libération, les autorités ont cherché à limiter les contacts entre la population et les militaires ou prisonniers algériens récemment libérés. Elles souhaitaient les cantonner dans des camps, si possible loin des villes, afin d'éviter tous les problèmes d'ordre public inhérents à une forte concentration masculine, ou les heurts répétés avec des autochtones, dont l'accueil fut loin d'être exempt de préventions et vexations à l'égard de ces « indigènes »⁶⁴. Les autorités n'hésitaient pas alors à prendre des arrêtés interdisant certains lieux (cinémas, cafés...) aux soldats coloniaux. Ces mesures de relégation continuaient de hanter l'imaginaire administratif et policier de l'après-guerre, même si ces procédés étaient difficiles à imposer à des civils⁶⁵. Les autorités étaient, de fait, dépourvues d'instruments juridiques pour répondre aux demandes de certains administrés n'acceptant pas la présence des Algériens dans l'espace public. Les archives de police contiennent en effet de multiples traces de pétitions, courriers, demandant à ce que soit mis fin, ou pour le moins rendue plus discrète, la présence des Algériens dans certains quartiers. Quelques-unes de ces plaintes essaient de s'appuyer sur des arguments pouvant appeler une réponse policière, voire juridique (tapage nocturne dans certains cafés, occupation indue de bâtiments privés...), mais la plupart laissent libre cours à une xénophobie qui s'affirme notamment dans le déni de la possibilité même d'une présence dans l'espace public. Fréquemment, c'est ainsi la seule présence de groupes d'hommes sur les trottoirs qui est dénoncée, les accusations les plus diverses d'outrages aux bonnes mœurs et d'atteintes à la respectabilité des femmes étant souvent convoquées pour demander de mettre fin à ces « attroupements »⁶⁶. Les enquêtes de police diligentées pour vérifier le bien-fondé de ces mises en cause révèlent le plus souvent qu'elles sont infondées. Ces peurs, en particulier celles liées aux supposées déviances sexuelles⁶⁷, sont alors largement partagées, et semblent devoir appeler des réponses policières. Les contrôles d'identité et des sources de revenus afin de constituer le délit de vagabondage en furent une des modalités, bien insuffisante selon certains riverains, qui auraient aimé être aussi débarrassés de ceux exerçant une activité mais n'ayant que la rue comme lieu de sociabilité.
- 21 Les oppositions à la création de lieux d'hébergement pour les travailleurs algériens⁶⁸ donnent aussi à voir ce refus de la présence algérienne. Qu'elles soient l'œuvre des autorités municipales (par des refus de permis de construire notamment) ou de collectifs d'habitants, elles sont récurrentes et ont contribué à ralentir la création de « foyers nord-africains ». Cette question du logement des Algériens⁶⁹ n'a cependant été vraiment à l'agenda politique qu'au moment où les répercussions métropolitaines de la guerre d'Algérie ont commencé à inquiéter une police aux prises avec la multiplication des règlements de compte entre nationalistes. Le regroupement des Algériens dans ces foyers facilitait la surveillance policière, surtout quand leur ouverture était censée avoir pour contrepartie la destruction de bidonvilles, où la présence policière était quasi nulle⁷⁰. Ces bidonvilles ne posaient en effet jusqu'alors, aussi paradoxal que cela puisse paraître, pas de véritable problème d'ordre public, dans la mesure où leurs habitants, en y étant cantonnés, ne venaient pas troubler la tranquillité de ceux des autres quartiers. Les rixes ou règlements de compte qui y survenaient parfois n'appelaient, de même, pas forcément de réponse policière dans la mesure où ils restaient internes à la communauté algérienne⁷¹. Ces « médinas »⁷² étaient alors de véritables lieux de bannissement : ainsi, le plus

étendu des bidonvilles, celui de Nanterre⁷³ était adossé, dans une immense friche, au dépôt de mendicité (devenu MDN) ouvert en 1887 pour soustraire la misère à la vue des Parisiens. Jusque dans les années 1970, la municipalité de cette commune n'eut de cesse de se plaindre que la préfecture de police venait discrètement déposer au bidonville les Algériens raflés à Paris⁷⁴.

Rafler et éloigner, pour rassurer

- 22 Dès la fin de l'année 1944, la pratique de rafles d'Algériens est avérée⁷⁵, et elle ne cessera pas tout au long de la période. Elle vise principalement à un double objectif : rassurer la population⁷⁶ et alimenter un fichier destiné à pallier l'absence de dispositif officiel d'identification des Algériens vivant en France et la destruction du fichier de l'ex-brigade nord-africaine⁷⁷. Des photographes de la PP participent même à ces rafles et à partir de 1953, la tenue et l'alimentation de ce fichier⁷⁸ sont confiées à un service spécifique de la police parisienne. Chaque nuit, la brigade des agressions et violences (BAV) procède à des dizaines d'interpellations et est en pointe lors des grandes « battues » et autres « rafles » qui mobilisent parfois des centaines de policiers dans les quartiers d'habitat algériens. Ces grandes opérations se développent particulièrement sous le préfectorat de Jean Baylot (1951-1954) et elles ne sont pas sans faire l'objet de vives protestations dans une partie de la presse, en particulier les journaux d'obédience communiste. Ces rafles se résument souvent à de simples contrôles collectifs d'identité (la PP s'étonnant que la plupart des interpellés puissent justifier d'un emploi et d'un domicile, interdisant *a priori* toute conduite au poste), mais elles peuvent aussi se traduire par de multiples arrestations collectives préventives, notamment aux alentours des lieux de réunions et manifestations interdites du MTL⁷⁹. Ces conduites et maintiens au poste, aussi banals qu'illégaux, sont alors l'objet des récriminations des rares Algériens dont la parole fut alors recueillie :

Tous les samedis soir, et parfois aussi en semaine, il y a des rafles; tous les Nord-Africains sans exception sont ramassés et ne sont relâchés qu'à 5h30 du matin. J'ai été victime moi-même de ces brimades, et pourtant tous mes papiers étaient en règle⁸⁰.

- 23 Ces méthodes illégales d'interpellation et de rétention sont présentées par la hiérarchie policière comme la seule façon de répondre aux exigences de la population et d'un pouvoir politique qui n'assume pas les conséquences de ses décisions législatives :

En attendant que le gouvernement prenne les mesures d'ensemble nécessaires, il vous incombe tout de même de limiter les dégâts et de maintenir l'ordre à tout prix. Et c'est pourquoi, je vous serais obligé en ce qui vous concerne de prendre toutes dispositions (...) pour enrayer cette vague de criminalité et de délinquance un peu spéciale par tous les moyens mais aussi avec le tact et les nuances qui s'imposent, et le cas échéant y veiller personnellement⁸¹.

- 24 De façon quasi-rituelle, il est cependant rappelé, dans les échanges et consignes préalables à ces grandes opérations, qu'elles doivent être menées de façon à ne pas donner prise aux accusations de discrimination, voire de violences policières :

Je tiens à attirer votre attention sur la nécessité impérieuse qui existe à ce qu'en aucun cas [ces opérations] ne puissent donner lieu à des critiques ou même simplement à certains commentaires, sur lesquels il n'est pas nécessaire d'insister. En particulier, il me serait agréable que certains mots, tels « bicots, ratons », etc... soient définitivement proscrits du vocabulaire des gardiens et de tout le monde (...) je ne doute pas qu'avec l'autorité dont vous disposez, vous n'arriviez, en poursuivant sans répit vos opérations, à obtenir le double résultat à rechercher :

éliminer les indésirables sans froisser d'une manière ou d'une autre la légitime susceptibilité de ceux qui sont dignes de nos égards⁸².

25 En ces années de Guerre froide, le parti communiste est en effet prompt à saisir toutes les occasions pour mettre en accusation la police, et il le fait régulièrement par l'intermédiaire de ses élus aux différentes assemblées. Sa presse relaie aussi avec force les plaintes des Algériens⁸³, non sans efficacité, car à de nombreuses reprises point, chez les préfets Léonard puis Baylot, la crainte qu'un usage immodéré de la force à l'encontre des Algériens ne conduise à renforcer le parti communiste, en favorisant son rapprochement avec le MTLD⁸⁴.

26 La pratique illégale des rafles est loin de toucher les seuls Algériens, elle vise habituellement des populations, telles les prostituées, qui, ne pouvaient, alors, compter ni sur des mobilisations, ni sur des soutiens politiques en leur faveur⁸⁵. Les demandes des élus, en matière de maintien de l'ordre public, mis à mal par l'extension géographique des lieux de racolage, sont telles, que le Préfet Baylot peut ironiser, devant le conseil municipal de Paris, sur l'hypothèse d'une mobilisation de prostituées l'obligeant à réformer ses pratiques d'arrestations et détentions illégales⁸⁶ :

Cette activité [de nombreuses rafles de prostituées venaient d'être opérées] est constante mais – je ne devrais pas le dire à cette tribune – elle est presque illégale ! Ce que nous faisons, nous le faisons en marge de la loi, car celle-ci a été conçue par des doctrinaires qui n'avaient qu'une préoccupation : dépouiller la police de ses attributions; elle était conçue pour cela. Les mesures que nous appliquons (...) constituent en quelque sorte un dépassement de la loi. Si un jour, un syndicat de prostituées se constituait – la chose n'est pas impossible – et qu'il attaque devant les tribunaux, ce règlement, risquerait d'être annulé pour excès de pouvoir⁸⁷.

27 Les rafles ne sont qu'une des modalités du contrôle de l'espace public, la PP visant à leur adjoindre des mesures complémentaires, afin de le « nettoyer » provisoirement ou de façon plus pérenne de la présence des « indésirables ». L'internement administratif informel vient souvent compléter cette palette de sanctions appliquée à ceux qui transgressent les règles infra-juridiques de respect de l'ordre public. Il est utilisé comme une ressource policière habituelle pour sanctionner les « indésirables » de nationalité française (prostituées, vagabonds...). Pour les étrangers, les pouvoirs publics disposent de deux autres types de mesure, les refoulements et les expulsions. Les étrangers sans emploi, dont la présence sur le territoire était par conséquent perçue comme illégitime, et ceux dont l'activité politique semblait menaçante, pouvaient ainsi faire l'objet de reconduites à la frontière⁸⁸. Cette logique de la sélection sur place des étrangers autorisés à se maintenir en France est celle que la PP aurait aimé reproduire vis-à-vis des Algériens. Or, ceux-ci, en tant que citoyens français ne sont bien sûr pas assujettis à ces modalités de contrôle de l'immigration. À leur sujet, les débats vont donc se concentrer sur la question des rapatriements, méthode supposée humanitaire de prise en charge du retour des Algériens ne réussissant pas à subvenir à leurs besoins en métropole. Ces rapatriements sont soumis à des conditions strictes (d'ancienneté de séjour, d'incapacité au travail...) contre lesquelles la PP s'insurge :

La réglementation est stupide. On rapatrie ceux qui ont travaillé au moins six mois (...) et l'on ne rapatrie pas ceux qui n'ont jamais eu d'emploi et qui par conséquent sont sans doute totalement démunis de ressources⁸⁹.

28 Un an plus tard, la PP obtient satisfaction, tous les FMA sans ressources sur le territoire métropolitain deviennent éligibles pour les rapatriements volontaires⁹⁰. Des

considérations budgétaires et de délimitations de prérogatives entre administrations ont cependant empêché que cette mesure ne soit utilisée de la façon envisagée par la PP. Les rapatriements, même s'ils n'ont pas toujours été volontaires, sont restés peu efficaces pour empêcher l'installation « d'oisifs » algériens en région parisienne. Les détenus étaient une catégorie d'individus particulièrement visée par les différentes circulaires sur le rapatriement, la PP insistant fortement auprès du ministère de l'Intérieur pour qu'il intervienne pour faire cesser leur séjour en métropole, une fois leur peine purgée. En pratique, ces rapatriements de détenus n'étaient possibles qu'à condition que l'administration pénitentiaire s'organise pour que les Algériens finissent de purger leur peine outre-Méditerranée. De fait, les complications administratives et la surpopulation carcérale en Algérie empêchèrent l'application effective des procédures de rapatriement des détenus. La PP obtint cependant qu'au fur et à mesure des années, la quasi-totalité des Algériens frappés d'une sanction pénale soient aussi interdits de séjour dans les « départements de métropole à forte densité musulmane » (certains étaient même frappés d'une interdiction de séjour dans toute la métropole). Régulièrement les rafles et contrôles des registres d'hôtels permettaient d'arrêter certains de ces interdits de séjour. Ces mesures restaient d'une efficacité toute relative, mais contribuaient à faire des Algériens une clientèle cible d'une action policière ne s'étant jamais strictement conformée aux prescriptions du nouveau statut de l'Algérie en matière d'égalité des droits. Dès les premières répercussions métropolitaines de la guerre d'Algérie, ce furent d'ailleurs par centaines que les Algériens furent renvoyés, hors de tout cadre légal, outre-Méditerranée⁹¹.

* *
*

- 29 Entre la Libération et les débuts de la guerre d'indépendance algérienne, les Algériens du département de la Seine sont l'objet d'une action policière qui puise largement dans le répertoire d'action habituel en direction des populations indésirables, en particulier celles qui ne peuvent être soumises aux modalités particulières de la police des étrangers. Les Français musulmans ne peuvent cependant être strictement comparés aux autres « indésirables » dans le sens où l'arène policière⁹² de leurs rapports avec les forces de l'ordre est alors fortement médiatisée par le contrôle indirect de représentants politiques. Les FMA bénéficient en effet d'élus à l'Assemblée nationale⁹³, et en ce qui concerne la dénonciation des excès de la force publique, d'une alliance objective avec le PCF. Cette intermédiation du politique dans les rapports entre la police et les Français musulmans les a d'une certaine manière protégés de certaines mesures (internement, expulsions, contrôle des déplacements...), souhaitées par la PP et appliquées à d'autres populations, qui auraient cassé « le mythe de l'égalité des droits »⁹⁴ nécessaire à la perpétuation de la situation coloniale. Cette politisation des Algériens prend cependant d'autres formes qui ne sont pas sans les exposer à des modalités inédites de l'action policière. À partir du moment où, en 1950, les indépendantistes font le choix de participer à des manifestations de rue, organisées conjointement avec le conglomerat communiste⁹⁵, la police leur fait subir une élévation du seuil de violence toléré dans le maintien de l'ordre. De l'intervention en force au cœur des cortèges à l'utilisation nourrie des armes à feu, ces nouvelles modalités de répression des manifestants, qui n'entraînent nulle polémique hors des milieux habituels de soutien du MTLD, font plusieurs victimes en mai 1952 et juillet 1953⁹⁶. D'indésirables, les colonisés algériens redeviennent, à chaque fois

qu'ils prétendent à l'action politique, ces corps d'exception⁹⁷, caractéristiques de la gouvernance coloniale, auxquels peuvent être appliqués une violence légitime sans limite. De la même manière, les formes prises par la répression pendant la guerre d'Algérie (internements administratifs sans limite prédéfinie, maltraitances, exécutions extra-judiciaires...) relèvent aussi de transferts de dispositifs d'encadrement en situation coloniale; ces usages métropolitains de savoir-faire coloniaux⁹⁸ s'étant répandus au fur et à mesure que les nationalistes affirmaient leur emprise sur les émigrés d'Algérie.

- 30 Ces continuités impériales⁹⁹ préexistantes à la guerre d'Algérie n'ont pas subitement cessé avec les accord d'Évian (mars 1962) : la réactivation de l'État d'urgence au cours des émeutes de l'automne 2005¹⁰⁰ est venue rappeler l'importance des rémanences coloniales quant aux mesures et pratiques de police ciblées sur des populations dont la nationalité est perçue comme ne suffisant pas à définir la francité. L'intelligibilité des rapports entre les jeunes des quartiers populaires et les policiers gagne cependant à ne pas être perçue au seul prisme de l'ethnicité et du postcolonialisme afin de mieux intégrer l'ensemble du répertoire d'action politico-policiier en direction des citoyens diminués.

BIBLIOGRAPHIE

- Ageron C.-R., *Histoire de l'Algérie contemporaine 1871-1954*, Paris, PUF, 1979.
- Amiri L., *Les fantômes du 17 octobre*, Paris, Éditions Mémoire Génériques, 2001.
- Amiri L., *La bataille de France. La guerre d'Algérie en métropole*, Paris, Robert Laffont, 2004.
- Asséo H., La République et les nomades, in Prochasson C., Duclert V. (dir.), *Dictionnaire critique de la République*, Paris, Flammarion, 2002, pp. 400-406.
- Barkat M., *Le Corps d'exception : les artifices du pouvoir colonial et la destruction de la vie*, Paris, éditions Amsterdam, 2005.
- Berlière J.-M., *La police des mœurs*, Paris, Seuil, 1992.
- Berlière J.-M., Un maintien de l'ordre entre naufrage des principes démocratiques et faillite de l'État, in Berstein S., Sirinelli J.-F., (dir.), *Michel Debré, Premier ministre*, Paris, Presses Universitaires de France, 2005, pp. 539-562.
- Bernardot M., 1997, *Une politique de logement, la Sonacotra (1956-1992)*, Thèse de doctorat en sociologie, Paris, Université de Paris-I.
- Blanchard E., La dissolution des Brigades nord-africaines de la Préfecture de police : la fin d'une police d'exception pour les Algériens de Paris (1944-1958) ?, *Bulletin de l'IHTP*, 1^{er} semestre, 2004, pp. 70-82.
- Blanchard E., Police judiciaire et pratiques d'exception pendant la guerre d'Algérie, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2006a, 90, pp. 61-72.
- Blanchard E., Quand des soldats coloniaux se révoltaient, *Plein Droit*, 2006b, 69, pp. 36-40.
- Blévis L., *Citoyenneté et nationalité en Algérie coloniale (1865-1947)*, Thèse pour le doctorat de science politique, IEP d'Aix-en-Provence, 2004.

- Bogart L., Les Algériens en France, adaptation réussie et non réussie, in INED, *Français et immigrés*, Cahiers de l'INED, Paris, PUF-INED, 1954, 20.
- Bourgeois P., Schonberg J., Dimensions ethniques de l'habitus chez les toxicomanes sans-abri de San Francisco, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005, 160, pp. 32-44.
- Brodeur J.-P., La police, mythes et réalités, *Criminologie*, 1984, XVII, 1, pp. 9-41.
- Brunet J.-P., *Police contre FLN. Le drame d'octobre 1961*, Paris, Flammarion, 1999.
- Brunet J.-P., *Charonne. Lumières sur une tragédie*, Paris, Flammarion, 2003.
- Charbit T., de Barros F. (dir.), La colonie rapatriée, dossier de la revue *Politix*, 2006, 76.
- Chevalier L., *Le problème démographique nord-africain*, Paris, INED-PUF, 1947.
- Collot C., *Les institutions de l'Algérie durant la période coloniale (1830-1962)*, Paris, CNRS, Alger, Office des publications universitaires, 1987.
- Cooper F., Stoler A. (eds), *Tensions of empire. Colonial Cultures in a Bourgeois World*, Berkeley, University of California Press, 1997.
- Couzon I., Rosental P.-A., Le Paris dangereux de Louis Chevalier : un projet d'histoire utile, *Classes laborieuses, classes dangereuses (1958)*, in Lepetit B., Topalov C., *La ville des sciences sociales*, Paris, Belin, 2001, pp. 191-226.
- Dubois L., Sergent P., *Le malentendu algérien*, Paris, Fayard, 1974.
- Einaudi J.-L., *La bataille de Paris. 17 octobre 1961*, Paris, Seuil, 1991.
- Einaudi J.-L., *Octobre 1961. Un massacre à Paris*, Paris, Fayard, 2001.
- Gastaut Y., *L'immigration et l'opinion en France sous la V^e République*, Paris, Le Seuil, 2000.
- Ginesy-Galano M., *Les immigrés hors la cité. Le système d'encadrement dans les foyers*, Paris, CIEM-l'Harmattan, 1984.
- Girard A., Le problème démographique et l'évolution du sentiment public, *Population*, 1950, 2, pp. 333-352.
- Girard A., Stoetzel J., *Français et immigrés. L'attitude française. L'adaptation des Italiens et des Polonais*, Paris, INED-PUF, 1953.
- House J., Macmaster N., *Paris 1961 : Algerians, State Terror and Post-colonial Memories*, Oxford, Oxford University Press, 2006.
- Hmed C., « Tenir ses hommes ». La gestion des étrangers « isolés » dans les foyers Sonacotra après la guerre d'Algérie, *Politix*, décembre 2006, 76, pp. 11-30.
- Ion J., *La fin des militants ?*, Paris, L'Atelier, 1997.
- Jobard F., Le nouveau mandat policier. Faire la police dans les zones dites de non-droit, *Criminologie*, 2006, 38, 2, pp. 103-121.
- Kateb K., *Européens, « indigènes », et Juifs en Algérie, 1830-1962 : représentations et réalités des populations*, Paris, INED-PUF, 2001.
- Lafont P., La criminalité nord-africaine dans la région parisienne, *Esprit*, 1953, 266, pp. 426-438.
- Le Cour Grandmaison O., *Coloniser, exterminer. Sur la guerre et l'État colonial*, Paris, Fayard, 2005.
- Le Cour Grandmaison O., Les origines coloniales : extension et banalisation d'une mesure d'exception, in Le Cour Grandmaison O., Lhuillier G., Valluy J. (dir.), *Le retour des camps ? Sangatte, Lampedusa, Guantanamo...*, Paris, Autrement, 2007.

- Lefeuvre D., *Chère Algérie (1830-1962)*, Paris, Société française d'histoire d'outre-mer, 1997.
- MacMaster N., *Colonial migrants and racism. Algerians in France (1900-1962)*, London, Mac Millan Press, 1997.
- Manceron G., Remaoun H., *D'une rive à l'autre. La guerre d'Algérie de la mémoire à l'histoire*, Paris, Syros, 1993.
- Mathieu L., *Mobilisations de prostituées*, Paris, Belin, 2001.
- Mekhaled B., *Chronique d'un massacre : 8 mai 1945, Sétif-Guelma-Kherrata*, Paris, Syros/Au nom de la mémoire, 1995.
- Memmi A., *Portrait du colonisé*, Paris, Corrèa, 1957.
- Michel M., Les problèmes de l'empire colonial dans le débat politique français, in Berstein S., Milza P. (dir.), *L'année 1947*, Paris, Presses de Science-Po, 2000, pp. 189-218.
- Mouhanna C., *Police et justice face au citoyen. Le repli bureaucratique*, Thèse de sociologie, Paris, Institut d'études politiques de Paris, 2005.
- Papon M., *Les chevaux du pouvoir*, Paris, Plon, 1988.
- Pigenet P., La protection des étrangers à l'épreuve de la « guerre froide » : L'opération « boléro-paprika », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1999, 46, 2, pp. 296-310.
- Planche J.-L., *Sétif 1945. Chronique d'un massacre annoncé*, Paris, Perrin, 2006.
- Rosenberg C., *Policing Paris. The origins of modern immigration control between the wars*, Ithaca, Cornell University Press, 2006.
- Rosental P.-A., *L'intelligence démographique. Sciences et politiques des populations en France (1930-1960)*, Paris, Odile Jacob, 2003.
- Sayad A., *Un Nanterre algérien, terre de bidonville*, Paris, Autrement, 1995.
- Sayad A., *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil, 1999.
- Schor R., *L'opinion publique et les étrangers en France 1919-1939*, Paris, publications de la Sorbonne, 1985.
- Sheppard T., *The Invention of Decolonization. The Algerian War and the Remaking of France*, Ithaca, Cornell University Press, 2006.
- Soutrenon E., Offrons-leur l'asile ! Critique d'une représentation des clochards en « naufragés », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005, 159, pp. 89-114.
- Spire A., *Étrangers à la carte. L'administration de l'immigration en France (1945-1975)*, Paris, Fayard, 2005.
- Tartakowsky D., *Les manifestations de rue en France*, Paris, Fayard, 1997.
- Thénault S., L'état d'urgence (1955-2005) de l'Algérie coloniale à la France contemporaine. Destin d'une loi, *Le mouvement social*, 2007, 218, pp. 63-78.
- Tillon G., *Algérie 1957*, Paris, Éditions de Minuit, 1957.
- Tixier A., *Après les troubles du département de Constantine, mai 1945 : un programme de réformes pour l'Algérie, discours prononcé à la tribune de l'Assemblée consultative le 18 juillet 1945*, Paris, Éditions de la Liberté, 1945.
- Vallat R., Un tournant de la « Bataille de Paris » : l'engagement de la force de police auxiliaire (20 mars 1960), *Outre-Mers*, 2004, 342-343, pp. 321-343.

Viet V., *La France immigrée. Construction d'une politique 1914-1997*, Paris, Fayard, 1998.

Voldman D., *La reconstruction des villes françaises de 1940 à 1954. Histoire d'une politique*, Paris, l'Harmattan, 1997.

Volovitch-Tavarès M.-C., *Portugais à Champigny : le temps des baraques*, Paris, Autrement, 1995.

Wasserman G., *Nanterre, une histoire*, Paris, Méssidor-temps actuels, 1982.

Weil P., *La France et ses étrangers. L'aventure d'une politique de l'immigration (1938-1991)*, Paris, Calmann-Lévy, 1991.

Winock M., *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Seuil, 1990.

NOTES

2. Sur la répression de la manifestation du 17 octobre 1961 voir en particulier : Einaudi (1991, 2001); Brunet (1999, 2003); Amiri (2001); House, MacMaster (2006). Sur l'action policière pendant la guerre d'Algérie : Amiri (2004); Berlière (2005); Blanchard (2006 a); Vallat (2004).

3. Voir par exemple : Mouhanna (2005, pp. 66-67).

4. Des mouvements politiques (Mouvement immigration banlieue, Mouvement des indigènes de la République), revendiquant une parole autonome des descendants de l'immigration coloniale, font parfois le lien entre la répression des colonisés en métropole, en particulier pendant la guerre d'Algérie, et le traitement policier de la jeunesse de certains quartiers.

5. Les Algériens sont très souvent, en particulier en raison de leur religion, présentés comme « inassimilables » : « Beaucoup plus qu'une foi, beaucoup plus qu'une pratique religieuse l'Islam est une manière d'être, de sentir, de comprendre, un tempérament en somme, une psychologie qui crée derrière toutes les apparences secondaires d'européanisation un profond refus de toute assimilation. Le changement de costume, l'usage de la langue française, la pratique de nos banlieues ne changent rien à la chose et il n'y a que les Français de la Métropole pour y croire, ignorants qu'ils sont du milieu d'origine et traditionnellement persuadés de l'identité foncière de tous les hommes », Chevalier (1947, p. 209). Voir aussi Weil (1991, pp. 54-59); Viet (1998, pp. 98-105).

6. Les archives des services actifs de la préfecture de police ne sont pas encore disponibles pour la période de la IV^e République. Certains éléments, éparpillés dans des dossiers thématiques, ou dans les archives du cabinet du préfet Papon (1958-1967) sont cependant ouverts à la consultation. Outre aux archives de la préfecture de police (APP) des éléments concernant la police en région parisienne peuvent être trouvés aux archives nationales (AN), dans les archives de certains départements (par exemple AD 78), dans des fonds privés (archives de Roger Léonard).

7. Le terme est souvent employé dans la production administrative policière. Ce terme était par exemple utilisé par le préfet Léonard dans une lettre au ministre de l'Intérieur (3 septembre 1948) dans laquelle il demandait en s'alarmant de la « délinquance nord-africaine » que soient « éliminés tout d'abord les éléments indésirables », APP HA 19.

8. Soutrenon (2005, p.114).

9. Voir l'intervention d'Adrien Tixier, ministre de l'Intérieur, à l'Assemblée après la répression de l'insurrection du Constantinois en mai 1945, Tixier (1945). Les bombardements de l'aviation française et les repréailles des milices coloniales suite aux émeutes sanglantes de Sétif et Guelma, le 8 mai 1945, ont fait plusieurs milliers de victimes, Mekhaled (1995); Planche (2006).

10. Le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), fondé en 1946, est la vitrine électorale du Parti du peuple algérien (PPA) interdit par les décrets Daladier de 1939 et qui replonge dans la clandestinité après les émeutes du Constantinois.
11. La célèbre phrase de François Mitterrand, ministre de l'Intérieur, après la « Toussaint rouge » du 1^{er} novembre 1954, est en fait reprise en chœur par l'ensemble de la classe politique et était depuis la Libération un véritable lieu commun. Sur l'impensé de ce slogan voir Sheppard (2006, pp. 269-272).
12. Collot (1984); Blévis (2005, pp. 178-183).
13. Le droit de vote ne sera reconnu aux femmes « musulmanes » qu'à partir de 1958.
14. Huit fois plus nombreux (8 millions contre 1 million environ), les FMA élisaient le même nombre de représentants que les citoyens français de plein droit.
15. Peu d'Algériens usèrent de cette possibilité notamment parce que le MTLD appelait à ne pas s'inscrire sur les listes électorales de métropole.
16. Blanchard (2004); MacMaster (1997, pp. 154-170), Rosenberg (2006, pp. 129-152).
17. Cet usage ne s'imposera, sous l'effet des rappels du préfet Papon, qu'au cours de l'année 1958.
18. On relève également quelques occurrences, beaucoup plus rares, du terme « Arabes ».
19. Ainsi les Kabyles convertis au catholicisme, étaient-ils classés dans la catégorie de FMA et électeurs du second collège à moins d'avoir été l'objet d'une naturalisation à titre personnel.
20. Sur la distinction entre nationalisme ouvert et nationalisme fermé, Winock (1990, pp. 11-40).
21. Ce terme, forgé pour mettre en exergue la diversité de peuplement de l'Algérie coloniale, est couramment utilisé en métropole notamment quand il s'agit d'alerter sur les tensions créées par une « délinquance nord-africaine » attisant l'hostilité des « Européens ». Lettre de M. Raoul, directeur du cabinet du préfet Baylot, au directeur de la police municipale, 2 novembre 1951, APP HA 19.
22. Memmi (1957).
23. Rosental (2003, pp. 105-109); Viet (1998, pp. 98-105); Weil (1991, pp. 54-59).
24. Girard (1950); Girard, Stoetzel (1953). Sur les héritages et continuités de cette hostilité de l'opinion publique à l'encontre des Algériens : Gastaut (2000, pp. 77-93); Schor (1985, pp. 164-168).
25. De quelques dizaines de milliers au sortir de la guerre, les Algériens de métropole seraient passés à environ 300 000 en 1954, sans qu'il soit possible de fournir de chiffres précis. Tous les commentateurs contemporains s'attardaient sur les lacunes et approximations des différents modes de recensement. Pour un bilan démographique de la colonisation tant en Algérie (surtout), qu'en métropole, Kateb (2001).
26. Des campagnes de presse xénophobes visent les Algériens de France en 1947, 1949, 1952, en particulier dans *L'Aurore*, et, dans une moindre mesure, *Le Figaro* et *France-Soir*.
27. « Problèmes posés par le nouveau régime de circulation entre Métropole et Algérie », Comité d'action interministériel pour les affaires sociales musulmanes en métropole (CAIASMM), 22 mars 1957, AN F1A 4813.
28. Lefeuvre (1997).
29. En particulier ceux de l'Institut national d'études démographiques (INED), notamment Louis - Chevalier et Alfred Sauvy.
30. Michel (2000).
31. Sur la trajectoire professionnelle et les affinités politiques de Louis Chevalier, Couzon, Rosental (2001).
32. Chevalier (1947, p. 209). Voir également note 5.
33. Cette expression signifie que la police est libre d'agir comme bon lui semble, aux marges de la loi, tant que son action ne met pas en cause le pouvoir politique dont elle sait qu'il cesserait alors de la soutenir, Brodeur (1984, p. 31).

34. Telle est alors l'expression consacrée tant dans la production administrative que médiatique. Voir par exemple « Le problème nord-africain dans le département de la Seine », note au préfet de police, juillet 1954, APP HA 7.
35. Au contraire des étrangers qui ne peuvent entrer légalement qu'à condition d'avoir été recruté par l'office national de l'immigration (ONI). Ce système d'immigration régulée n'empêche pas une importante immigration spontanée bénéficiant de possibilités de régularisations sur place.
36. Voldman (1997).
37. Pour reprendre le terme utilisé à l'époque. Voir notamment AD 78 1W 1853.
38. Les différents chiffres produits à cette époque sur la population algérienne de Paris ne sont pas le fruit de recensements mais d'enquêtes et d'évaluations diverses. En fait, seul le ministère du Travail tient un compte régulier du nombre d'Algériens travaillant en entreprise (les plus petites d'entre elles échappant à son recensement).
39. Sur la permanence de dispositions à la mendicité liées à l'*hexis* corporelle et à la présentation de soi, Bourgeois, Schonberg (2005, p. 34).
40. Le terme est utilisé dans les années 1950 par l'ethnologue Germaine Tillon pour décrire la situation de paysans algériens, déstabilisés par une modernisation, porteuse de peu d'opportunités économiques, et qui, confrontés à l'épuisement de leurs terres et des solidarités traditionnelles, se retrouvent dépourvus de tout moyen de subsistance, Tillon (1957, p. 27).
41. Ce qui correspond au premier des « trois âges de l'émigration algérienne en France » distingués par Sayad (1999, pp. 60-67).
42. La position stratégique de la Goutte d'Or dans l'économie informelle devait beaucoup à la proximité d'entrepôts américains et aux relations privilégiées entre les Algériens et les Afro-américains.
43. Blanchard (2006 a).
44. Il s'agit là d'une stratégie courante de la PP : Jean-Marc Berlière montre qu'elle fut à certaines périodes soupçonnée de laisser se développer la prostitution clandestine afin de faire apparaître au grand jour les supposés bienfaits d'une prostitution réglementée, remise en cause par une importante communauté d'action publique, mais dont elle tirait une partie non négligeable de ses pouvoirs, Berlière (1992, p. 101).
45. Agendas personnels de Roger Léonard, 24 novembre 1948 (archives Roger Léonard déposées au centre d'histoire de l'institut d'études politiques de Paris).
46. Soit en insistant sur les seuls délits pour lesquels les Algériens sont surreprésentés alors même qu'ils sont en 1948 responsables d'à peine 4 % de l'ensemble des crimes et délits connus de la PP (Rapport statistique de la police judiciaire, août 1948, APP Ha 19), soit en livrant des chiffres fantaisistes. À ce sujet, une mise au point paraît d'ailleurs dans *Esprit* en 1953, Lafont (1953).
47. Exemple parmi tant d'autres, le 2 avril 1946, interpellé pour le recel d'un pantalon vendu sur le « marché » de la Charbonnière, un Algérien est maintenu au dépôt du commissariat de la Goutte d'Or. Sans doute est-il relâché sans autre forme de procès au bout de quelques jours. Registres analytiques du commissariat de la Goutte d'Or (juin 1945-avril 1946), APP CB 7144. Ces sources ne permettent pas de suivre la carrière judiciaire et pénitentiaire des Algériens qui représentaient alors le dixième de la population des prisons de la région parisienne, APP HA 7.
48. En octobre 1951, dans une lettre au ministre de l'Intérieur, le préfet Baylot, se défend de ces mises en cause, alors qu'il cherche à réglementer la traversée de la Méditerranée tout en respectant le statut de l'Algérie, APP HA 7.
49. APP HA 7.
50. Ce sont les « événements d'Algérie » qui permettront d'imposer la création d'une carte nationale d'identité dont la possession est rendue obligatoire pour les voyages entre l'Algérie et la métropole, Spire (2005, pp. 199-202).
51. Lettre du préfet Baylot au ministre de l'Intérieur, 15 octobre 1951, APP HA 7.

52. Voir en particulier APP DA 408 et 852.

53. Lettre collective signée par une vingtaine de prostituées, adressée au préfet de police, 13 juillet 1954, APP DA 855.

54. « Je me dois de souligner que le législateur de 1946 semble avoir obéi à des motifs d'un ordre trop généreux au détriment même de la tranquillité et de la moralité des voies publiques (...) à défaut de réouverture des maisons de tolérance, le retour à la mesure d'internement, complétant utilement les textes pénaux, permettrait seul de mettre fin aux abus publics de la prostitution », lettre du directeur de la police municipale au préfet de police, 6 décembre 1954, APP DB 412.

55. « L'aventure s'arrête à Nanterre », *Franc-Tireur*, 22 juillet 1952, décrit le quotidien de quelques internés « arabes » de la MDN. Interrogé, le directeur de la MDN, M. Pons (ancien directeur des renseignements généraux à la PP) précise : « Si l'asile était à Paris, nous aurions deux mille Nord-Africains de plus. Mais, eux, ne sont pas comme nos habitués, ils hésitent à se lancer dans ce qui est pour eux une nouvelle aventure, ils ne connaissent pas toujours l'existence de la maison et de toute manière, ils se méfient ». La plupart des pensionnaires entraient en effet de leur propre chef à la MDN, seule une minorité y étant contrainte par la police.

56. Répertoire analytique du commissariat de la Goutte d'Or (décembre 1952-mai 1954), APP CB 7151. Par ailleurs, entre 1948 et 1949, le nombre d'Algériens arrêtés pour ce motif double, passant de 409 à 805 (818 en 1950), Rapport du directeur adjoint de la police judiciaire au préfet de police, septembre 1951, APP HA 19.

57. L'article 270 du code pénal cible « ceux qui n'ont ni domicile certain, ni moyen de subsistance, et qui n'exercent habituellement ni métier, ni profession ». Voir aussi Spire (2005, p. 197).

58. Lettre de Roger Léonard au ministre de l'Intérieur, 7 septembre 1948, APP HA 19.

59. Dans une lettre au Préfet de police reproduite dans la revue *Le commissaire de police* (février 1958), le secrétaire général du syndicat des commissaires de police de la ville de Paris et du département de la Seine écrit : « Le dernier effort d'imagination qu'a fait un fonctionnaire anonyme, pour rappeler sans rire, à notre ministre que les articles 269 et suivants du code pénal pouvaient permettre à la police d'éliminer quelques oisifs dangereux nous attriste. Nous savons par expérience, que le code pénal est riche, mais j'avoue qu'aucun d'entre nous ne pouvait penser que les textes choisis pour lutter contre les terroristes les plus dangereux que Paris ait sans doute connus depuis des siècles, seraient des articles adaptés aux trimardeurs du XIX^e siècle et à nos clochards contemporains », APP DA 781.

60. En juillet et août 1945, le préfet Luizet fait savoir à Tixier, ministre de l'Intérieur, que l'internement administratif des nationalistes algériens aurait sa préférence. Tixier lui répond que la répression doit se placer sur le strict plan judiciaire, précisant que « les mesures qui seront prises ne consisteront pas en des opérations massives opérées sans discrimination mais devront avoir pour but de décapiter le mouvement en frappant un petit nombre de vrais chefs », lettre du 9 août 1945, AN F1A 3297.

61. Le Cour Grandmaison (2007).

62. « Il reste enfin délicat d'envoyer dans les prisons surpeuplées des individus au pourcentage élevé de tuberculeux bacillaires ou vénériens contagieux. Leur véritable place devrait être dans des établissements spécialisés (à la fois centre de détention et centre de traitement) ». Direction de la police municipale, rapport sur la criminalité nord-africaine dans le département de la Seine, février 1948, APP HA 19.

63. L'expression « citoyens diminués » était souvent utilisée par les élus communistes à propos des Algériens de métropole. Nous la reprenons à notre compte pour l'ensemble des populations dont la citoyenneté juridique est contredite par certaines pratiques, notamment policières.

64. Blanchard (2006 b).

65. En mai 1952, M. Fontaine, chargé des questions nord-africaines au cabinet du préfet, signale avec bienveillance une note d'un informateur algérien préconisant que ses « compatriotes (...)

soient logés dans des locaux collectifs, des camps constitués spécialement pour eux en dehors des villes (baraquements) ». De fait, cette solution avait été adoptée par des collectivités locales et organisations patronales de Lorraine, du Pas-de-Calais, de la Loire.

66. En août 1952, une habitante du 20^e arrondissement, dont la missive déclenche une enquête de la police municipale (PM) et une autre de la police judiciaire (PJ), écrit ainsi : « Lorsque les deux trottoirs vis-à-vis sont occupés de cette intention [par des Algériens suscitant 'la crainte' dans la population féminine], il ne nous reste que la ressource de la chaussée. La situation exposée ci-dessus s'est aggravée depuis la fermeture des endroits spéciaux où les hommes de cette race et de bas milieu constituaient la clientèle la plus assidue », APP HA 14.

67. Sur la stigmatisation des pratiques sexuelles des colonisés comme argument de justification de la domination politique, Cooper, Stoler (1997, pp. 24-27); Le Cour Grandmaison (2005, pp. 60-62).

68. Les pouvoirs publics, entreprises et associations privées collaborant à la création de foyers n'envisageaient ce mode d'hébergement que pour les Algériens justifiant d'un emploi. Pour les autres, le rapatriement était le seul mode d'intervention souhaité, et la question de leur logement ne se posait donc pas.

69. Bernardot (1997); Ginesy-Galano (1984, pp. 280-285); Hmed (2006).

70. Il n'y avait ainsi pas de commissariat de police à Nanterre et Maurice Papon affirme que malgré ses efforts, au début de 1960 « nous sommes plus absents que présents au cœur des médinas », Papon (1988, p. 208).

71. Quelques Français et étrangers habitaient aussi ces bidonvilles. Ce mode de logement n'était par ailleurs pas propre aux Algériens, mais ces regroupements informels se faisaient le plus souvent sur une base nationale, Volovitch-Tavarès (1995).

72. Le terme est alors très couramment employé pour désigner les quartiers d'habitat algérien. Voir par exemple Bertrand Poirot-Delpech, « Heures chaudes dans la "médina" de Paris », *Le Monde*, 21 et 22 juin 1957. Voir aussi note 70.

73. Sayad (1995).

74. Wasserman (1982, p. 160). D'autres municipalités communistes se plaignaient des mêmes pratiques de la police parisienne. Le quotidien communiste de Seine-et-Oise note ainsi en 1955 : « Ils [les travailleurs algériens] arrivent à Paris, et là, c'est la police qui les accueille, cette police spéciale qu'est la brigade nord-africaine, cette police directement sous le contrôle du ministère de l'Intérieur. Pourquoi viennent-ils échouer au Bureau de la main-d'œuvre d'Argenteuil ou d'autres municipalités comme Nanterre ou Gennevilliers, si ce n'est parce que la police elle-même [les y] envoie ? Ce sont les agents du gouvernement qui les dirigent vers Argenteuil » (*Renaissance de Seine-et-Oise*, 18 juin 1955).

75. Blanchard (2006 b).

76. « Une importante rafle a été opérée dans les cafés, débits et hôtels [de Versailles] fréquentés par les Algériens. Ces opérations (...) n'ont pas donné les résultats escomptés (...) mais elles ont eu un salutaire effet sur la population ». Lettre de Roger Léonard, préfet de Seine-et-Oise au directeur de la Sûreté nationale, 22 décembre 1944, AD 78 1W500.

77. Témoignage de Ali O. devant la commission d'épuration de la PP, 17 mai 1945, APP K/B.

78. Pendant la guerre d'Algérie, cette mise en fiche intégrera un portrait anthropométrique des individus soupçonnés de soutenir les nationalistes. Les dizaines de milliers d'Algériens ainsi intégrés au « fichier Z » rejoignaient par la même les nomades, une autre catégorie d'« indésirables », soumise à l'obligation de possession d'un carnet anthropométrique entre 1962 et 1969, Asséo (2002).

79. Le préfet Léonard se félicite ainsi, à propos d'un rassemblement du MTLD, le 17 septembre 1950 : « À 18h nous comptons 700 arrestations et à 19h plus de 1000 : tous nos postes regorgent, mais nous avons heureusement prévu la chose. Cette méthode des arrestations préventives est à la vérité excellente, en ce qu'elle désarticule les manifestations avant même qu'elles aient pu

s'organiser et aujourd'hui nous jouions sur du velours, car il était facile d'identifier nos gens » (Agendas du préfet Léonard). Dans les années suivantes, l'utilisation du vélodrome d'Hiver et de l'ex-hôpital Beaujon viendra pallier cette "exiguïté" des locaux de police.

80. Bogart (1954, p. 48). L'auteur, sociologue américain, a dirigé en 1952 une enquête, dans l'esprit des travaux de l'école de Chicago, sur les Algériens de Paris. 140 entretiens ont été menés (en arabe et en kabyle). La personne citée est arabophone, ouvrier dans une usine de la banlieue nord, présente en France depuis une dizaine d'années.

81. Note de M. Raoul au directeur de la police municipale, 2 novembre 1951. Les jours suivants de grandes rafles sont organisées dans différents quartiers parisiens. APP HA 8.

82. Note confidentielle de M. Raoul aux directeurs de la PJ et de la PM, décembre 1951, APP HA 8.

83. « Baylot organise de nouvelles rafles racistes contre les travailleurs algériens », *L'Humanité*, 16 octobre 1951.

84. Agendas Léonard.

85. Mathieu (2001, pp. 35-44).

86. Au tournant des années 1960, ce sont les pressions du ministère des Affaires étrangères, rappelé à l'ordre par les pays cosignataires de la convention internationale sur l'abolition de la traite des femmes, qui inciteront la PP à modérer ses pratiques en la matière. La France a en effet ratifié en 1960 cette convention adoptée aux Nations Unies dès 1949.

87. Intervention de Jean Baylot au conseil municipal de Paris, 10 décembre 1953, APP DB 412.

88. Spire (2005, pp. 67-73); Pigenet (1999).

89. Note manuscrite d'octobre 1949, APP HA 7. Le rapatriement venait pourtant d'être élargi, par circulaire, à de nouvelles catégories de FMA.

90. Circulaire du 13 juillet 1950 des ministères de la Justice, de l'Intérieur, du Travail et de la Population. Voir aussi Spire (2005, pp. 117-118).

91. À propos des premiers renvois à la fin de l'été 1955, voir le témoignage du préfet Dubois; Dubois, Sergent (1974, pp. 105-107); Manceron, Remaoun (1993, p. 166).

92. À propos de ce concept, Jobard (2006, pp. 106-108).

93. Dont cinq députés MTLD sur les 15 du second collège élus en novembre 1946. Aux élections législatives suivantes (1951), à la suite de trucages électoraux, le parti nationaliste n'eut plus de représentants au parlement. En certaines circonstances, les « mal-élus » surent cependant faire entendre leur voix, Ageron (1979, pp. 602-618).

94. Selon les mots du préfet Léonard. Voir note 44.

95. Ion (1997, p. 37).

96. Pour le seul ressort de la préfecture de police, on compte un mort le 28 avril 1952 et six le 14 juillet 1953. D'autres victimes, tuées lors de manifestations en province, s'y ajoutent, Tartakowsky (1997, pp. 632-637).

97. Barkat (2005).

98. Charbit, de Barros (2006).

99. Cooper, Stoler (1997).

100. L'état d'urgence avait auparavant été proclamé en Algérie d'avril à décembre 1955, sur l'ensemble du territoire en mai 1958 et d'avril 1961 à mai 1963; il fut aussi activé en Nouvelle-Calédonie en 1985. Dans tous les cas ce furent les répercussions de conflits coloniaux qui légitimèrent l'adoption et la mise en œuvre de ces lois d'exception, Thénault (2007).

RÉSUMÉS

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, pour sauvegarder son empire colonial, la France est contrainte de reconnaître la citoyenneté des Français musulmans d'Algérie (FMA). Dès lors, ceux-ci se retrouvent en métropole dans une situation proche de celle d'autres citoyens diminués (vagabonds, prostituées...) qui, bien que juridiquement peu accessibles à la répression policière sont considérés comme « indésirables » et constituent la clientèle privilégiée de forces de l'ordre agissant aux marges de la loi. Si l'ethnicité, la xénophobie, et la situation coloniale contribuent à définir les Algériens comme « indésirables », le répertoire d'actions policier envers les FMA tient avant tout à la façon dont l'arène policière est médiatisée par le contrôle et la représentation politiques.

After World War Two, to keep its empire, France was forced to grant citizenship to the indigenous Arab-Berber population of Algeria (Français-musulmans d'Algérie, FMA). Thereafter, the situation of those Algerians in metropolitan France was akin to other diminished French citizens like the homeless and prostitutes who, although not in theory justifying police repression were considered as 'undesirables' and represented a key target for police forces operating at or beyond the borders of legality. While ethnicity, xenophobia and the colonial context fed into the definition of Algerians as 'undesirables', political control and local assemblies were the main influence in defining how the policing of FMA operated in the Paris region.

AUTEUR

EMMANUEL BLANCHARD

CESDIP, Immeuble Edison, 43, Bd Vauban, F-78280 Guyancourt, blanchard@cesdip.com
Emmanuel Blanchard est actuellement chercheur au CESDIP (UMR 8183 CNRS/ministère de la Justice). Il prépare une thèse en histoire qui porte sur « La police des Algériens en région parisienne, 1944-1962 », sous la direction de Jean-Marc Berlière. Il a notamment publié : « La dissolution des Brigades nord-africaines de la Préfecture de police : la fin d'une police d'exception pour les Algériens de Paris (1944-1958) ? », *Bulletin de l'IHTP*, 1^{er} semestre 2004, pp. 70-82. (http://www.ihtp.cnrs.fr/dossier_monde_colonial/blanchard.html); « Police judiciaire et pratiques d'exception pendant la guerre d'Algérie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2006, n° 90, avril-juin, pp. 61-72; « Quand des soldats coloniaux se révoltaient », *Plein Droit*, n° 69, juillet 2006, pp. 36-40. (<http://www.gisti.org/doc/plein-droit/69/soldats.html>).